

# Les changements politiques à opérer à différentes échelles, des propositions pour 2012, et les années suivantes....



*Que faire dans un contexte d'accords internationaux hésitants, d'une PAC en redéfinition, dont on attend des ambitions à la hauteur de la crise ?*

**Sur le plan mondial**, la situation de l'agriculture n'est pas bonne, alors qu'elle est censée nourrir 9 milliards d'hommes en 2050 contre 7 milliards aujourd'hui, mais aussi produire plus de matériaux biologiques pour l'industrie, l'énergie ou le bâtiment. Insécurité alimentaire, volatilité croissante des prix agricoles, exode rural massif qui continue, paysans du Sud principales victimes de la faim, écarts croissants entre la masse des paysans pauvres et les fermes très modernisées bénéficiaires des révolutions vertes ou tournées vers le marché international, achats massifs de terres par les pays riches dans les pays pauvres au détriment des populations qui y vivent.

L'agriculture a fait l'objet d'un abandon global des classes dirigeantes dans le monde entier depuis le grand mouvement de libéralisation et de mondialisation des années 80, dirigeants persuadés que les règles du seul marché et la spécialisation sur le marché mondial devaient tenir lieu de politique agricole. Cette politique, encore souvent réaffirmée dans les instances internationales et traduite en actes à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis les accords de Marrakech de 1994 a totalement échoué, au point de faire souhaiter à beaucoup que les produits agricoles sortent de l'OMC.

Dans le même temps, les agronomes sont tous d'accord : la terre a les capacités de nourrir les 9 milliards d'habitants prévus sur Terre en 2050 si on ne dégrade pas plus le potentiel de production. Il faut réinvestir massivement dans l'agriculture, mais les gains de production disponibles ne sont pas chez nous où les rendements sont déjà très élevés avec des engrais et traitements beaucoup trop abondants, mais dans les pays du Sud, sans dégrader plus l'environnement si on modernise les pratiques agricoles et qu'on investit dans l'agro-écologie, au contraire des « révolutions vertes » qui détruisent les sociétés rurales.

Cela n'implique pas une agriculture plus consommatrice de chimie, au contraire, car celle-ci, en détruisant la biodiversité et les ressources naturelles, scie la branche sur laquelle elle est assise ! C'est d'une agro-écologie dont le monde a besoin, d'une agriculture à rapprocher de l'élevage extensif à l'herbe, de l'agriculture biologique et de l'agriculture dite « durable ». Les agricultures paysannes intensivement écologiques<sup>1</sup> devront nourrir et employer demain une grande part de l'humanité et entretenir la plus grande partie de la planète. Viser l'autosuffisance alimentaire du monde avec une agriculture écologique implique néanmoins déjà de diminuer la part de viande dans nos régimes, en lui substituant en partie des protéines végétales, beaucoup moins « coûteuses » à produire sur le plan environnemental. Il ne faut pas oublier que la consommation excessive de viande du monde occidental rime avec élevages hors sols concentrationnaires bourrés d'antibiotiques, dans des conditions barbares et qui constituent des usines à virus.

**Une communauté internationale croissante de chercheurs, d'experts, d'institutionnels, de praticiens, décrète que ce modèle doit être changé en profondeur et de toute urgence pour faire face aux enjeux actuels.** Est-il nécessaire de rappeler les conclusions de l'IAASTD, certaines conclusions de la FAO en 2007 et plus récemment les déclarations d'Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU à la sécurité alimentaire, sur la nécessité pour assurer la sécurité alimentaire mondiale pour demain, de passer à l'agro-écologie.

Mais des mesures techniques ne suffisent pas. Ce nouvel effort de développement ne réussira que dans le cadre de règles d'échanges internationaux profondément renouvelées.

**La crise alimentaire mondiale** est en effet à la fois le produit de la gestion spéculative des marchés, mais aussi de la ruine de l'agriculture des pays pauvres, aggravée par le développement d'une agriculture industrielle dans certains pays dits émergents (Brésil...). Face à cela, il faut sortir l'agriculture de la logique libérale de l'Organisation Mondiale du Commerce comme de l'Union Européenne, proposer l'autonomie et l'autosuffisance à l'échelle continentale, au nord comme au sud, protéger les pays ruinés contre les

<sup>1</sup> A ne pas confondre avec l'Agriculture Ecologiquement Intensive (AEI) qui semble en France se déployer sur un modèle essentiellement industriel et semble-t-il au détriment d'agricultures écologiques paysannes

importations à bas prix et les aider à relancer massivement leur agriculture et l'emploi agricole en y investissant fortement, au lieu d'y exporter nos surplus. **Notre agriculture développée ne doit pas nourrir le monde, chaque grande région du monde doit et peut tendre vers la souveraineté alimentaire.** Si la France ne saurait bien sûr décider de la politique agricole dans le monde, elle peut par contre soutenir fermement la réforme des règles d'échange internationales à partir des deux principes de souveraineté alimentaire, et de respect de l'environnement et du social. Elle peut aussi rapidement mettre ces principes en pratique dans ses relations bilatérales, notamment avec les pays d'Afrique.

Notre volonté de respecter la souveraineté alimentaire passera notamment par une augmentation de l'autonomie européenne et nationale en termes de production de protéines végétales et par l'arrêt de l'encouragement de la substitution des productions vivrières locales des pays du Sud par nos productions ou par des cultures d'exportations déconnectées des habitudes et besoins alimentaires locaux. Nous souhaitons substituer aux actuelles relations Nord Sud, essentiellement commerciales, des relations plus équilibrées, respectueuses des modèles agricoles et sociétaux du Sud, notamment basée sur une coopération privilégiant une agriculture paysanne écologiquement intensive. Exportons de la coopération au lieu de tonnes de produits inadaptés aux besoins locaux !

**Les discours officiels vantent à l'excès l'agriculture française qui serait « la première de l'UE27, le deuxième exportateur mondial de produits alimentaires et aurait vocation à nourrir le monde ».**

Examinons les échanges alimentaires (les produits non alimentaires pèsent très peu dans les échanges agricoles). Selon la FAO, sur la période 2000-09, la France n'a été que 7<sup>ème</sup> en moyenne pour l'excédent des échanges alimentaires, poissons exclus, après le Brésil, les USA, l'Argentine, les Pays-Bas, l'Australie et le Canada. Selon Eurostat, les 3/4 des échanges alimentaires de la France se sont faits au sein de l'UE27 en moyenne de 2000 à 2010.

En dehors des échanges strictement européens, de 2000 à 2010 l'excédent de la France s'est fait à 97 % sur les pays développés et est imputable en totalité aux boissons, essentiellement des vins et spiritueux, qui ne sont pas des produits alimentaires de base. Vis-à-vis des PED, si on exclut les boissons, la France a un déficit structurel de 1 milliard d'euros. **Au lieu de penser les nourrir, cessons d'être nourris par eux !**

En moyenne de 2000 à 2010, les principaux autres excédents de la France ont porté sur les céréales aux 2/3 intra-UE27 et aux 2/3 destinées aux aliments du bétail, puis sur les produits laitiers (deux fois moins d'excédent que les céréales et toujours majoritairement vers l'Europe), puis les animaux vifs (deux fois moins que le lait et quasiment seulement sur le marché européen) et le sucre (idem). Les principales importations de la France portent sur les fruits et légumes (majoritairement depuis l'Europe), les poissons (idem), les boissons tropicales (café-cacao-thé). La France importe hors de l'Europe plus qu'elle n'exporte pour les aliments du bétail, les oléagineux et les huiles.

Le déficit alimentaire de l'UE, y compris de la France, vis-à-vis des PED aurait été bien supérieur si les exportations n'avaient bénéficié de fortes subventions, y compris les aides internes, désormais "cachées" dans les DPU (droits au paiement unique), allant aux aliments du bétail. En se limitant aux subventions spécifiques par produit, les céréales exportées ont reçu 61 € de subvention par tonne en 2006 tandis que, en moyenne de 2006 à 2008, les viandes exportées ont reçu, par tonne d'équivalent-carcasse, 285 € pour la viande porcine, 288 € pour la volaille et les œufs et 1 026 € pour la viande bovine, les produits laitiers exportés ayant reçu 109 € par tonne d'équivalent-lait.

En outre les 3,5 milliards d'€ d'exportations alimentaires nettes de l'UE15 vers l'UE12 ont bénéficié en 2009 de 1,2 milliard d'€ de subventions spécifiques. Ce dumping interne à l'UE27 continuera tant que subsisteront de grandes différences dans les niveaux d'aides directes agricoles entre les anciens et nouveaux Etats-membres.

Le respect de l'environnement et du social passe à la fois par l'harmonisation des règles européennes par le haut au lieu de multiplier les distorsions de concurrence au détriment de travailleurs. Toutefois il serait dangereux et impossible politiquement de lier les droits agricoles aux frontières aux normes sociales et environnementales car : 1) on ne taxerait pas les produits venant des pays occidentaux d'où sont venus en moyenne 22 % des importations alimentaires de l'UE de 2001 à 2010 alors qu'elles supportent les droits les plus élevés, avec le risque d'un afflux massif supplémentaire d'importations ; 2) on ne pourrait pas abolir tous les accords multilatéraux (OMC) et bilatéraux conclus avec les pays en développement qui ne respectent pas ces normes ; 3) comment justifier de taxer les importations agricoles sans taxer aussi les importations non agricoles des pays qui ne respectent pas ces normes? La priorité est que l'UE se batte pour refonder la PAC et l'Accord sur l'agriculture de l'OMC sur la souveraineté alimentaire.

Il est d'autant plus nécessaire de réglementer les échanges internationaux que se développent actuellement des marchés bilatéraux ou multilatéraux qui vont à l'inverse des principes énoncés, comme l'indique cet encadré à propos de l'accord qui vient d'être signé entre l'Europe et le Maroc.

### **Accord agricole UE-Maroc : un coup de fouet aux relations Euromed ou une menace pour l'agriculture familiale ?**

José Bové, membre des Verts et rapporteur de l'accord agricole UE-Maroc pour la commission parlementaire du commerce international, s'est positionné clairement contre l'accord qui a été voté. (Cristiana Muscardini, italienne et membre du Parti populaire européen, n'a en revanche que des arguments favorables). Les deux autres commissions parlementaires consultées sur la question se sont également montrées divisées : la commission de l'agriculture et du développement rural est pour le texte, alors que la commission des pêches s'y est opposée. Le Parlement s'est malheureusement prononcé pour ce nouvel accord de libéralisation qui aura des répercussions désastreuses pour l'agriculture familiale. Des petites exploitations qui représentent 20 % de la population active au Maroc, comme dans les pays du sud de l'Union européenne, en particulier en Espagne et en France. Cet accord agricole va réduire durablement la capacité du Maroc à renforcer son autonomie alimentaire. Il place les consommateurs dans une situation périlleuse, face à la spéculation de produits agricoles sur les marchés mondiaux.

#### ***A qui va profiter cet accord ?***

Contrairement à la volonté de venir en aide aux agriculteurs marocains, l'accord augmentera les exportations de l'UE de 50 % et celles du Maroc de 15 %. Au niveau des secteurs bénéficiaires, les choses sont tout aussi tranchées. Ce sont les entreprises européennes qui exportent des céréales ou de la poudre de lait qui attendent la signature de cet accord. Les multinationales de l'agro-alimentaire seront également bénéficiaires. Du côté marocain, quelques sociétés qui produisent des fruits et légumes pour l'export verront leurs ventes augmenter. Les bénéficiaires sont donc une poignée de grandes entreprises des deux côtés de la Méditerranée, aux dépens de l'agriculture familiale. Un rejet de cet accord aurait permis d'ouvrir de nouvelles négociations avec le Maroc, sur de nouvelles bases. Plus globalement, cela aurait été un signe fort en direction de la Commission pour qu'elle change de méthode, en introduisant notamment la participation du Parlement européen en amont dans les discussions. La Commission doit produire des études d'impact concrètes et sérieuses sur les conséquences économiques, sociales, environnementales et budgétaires des accords qu'elle négocie. Nous ne pouvons plus accepter que le Parlement n'ait à se prononcer que par oui ou par non. Les discussions de l'accord avec le MERCOSUR nous donneront rapidement l'occasion de voir si ce message est passé.

Le prochain accord bilatéral sur lequel le Parlement doit se mobiliser est celui en phase finale de négociation avec l'Inde où l'UE veut ouvrir le marché des produits laitiers alors que ses propres droits de douane sont très supérieurs et que la survie de 70 millions de petits éleveurs, à 80 % des femmes, ayant en moyenne deux vaches ou buflonnes est en jeu.